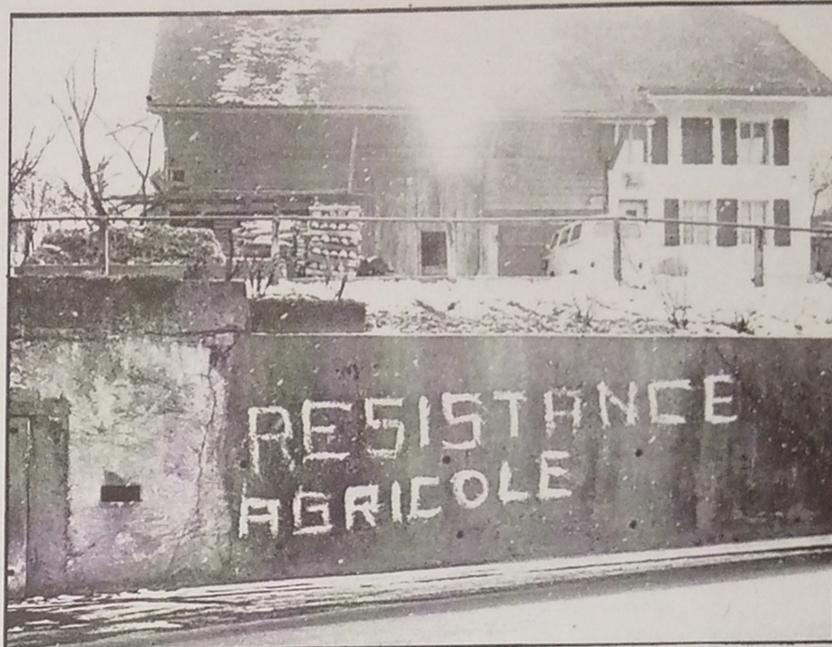


# L'ETAT ET LES TRUSTS CONTRE LE REVENU DU PAYSAN



## OU EN SOMMES - NOUS ?

De la guerre jusqu'à nos jours, les paysans ont vu leur situation changer singulièrement. De 1940 à 1962, l'Etat a froid dans le dos, la guerre, les événements de Hongrie, Berlin, toute la période de la guerre froide, le danger d'isolement du pays, contraignent le gouvernement à soutenir la paysannerie. Durant cette période, en effet, les paysans suisses pouvaient se trouver seuls à subvenir aux besoins du pays. L'Etat avait donc tout intérêt à rendre leur situation viable. Mais les guerres se déplacent, un conflit au niveau européen n'est plus possible, les bourgeoisies européennes ayant les mêmes intérêts économiques et politiques. Ces intérêts impliquent un changement de politique vis-à-vis de la paysannerie. Le vent a tourné, de plus en plus, l'agriculture doit être compétitive à l'échelon mondial, ce qui entraîne sa restructuration et l'élimination de nombreux paysans. Ceux-ci sont devenus entièrement tributaires de la guerre économique que se livrent entre eux les grands trusts de distribution ( Migros, Denner, Nestlé, l'Union fromagère etc..). Berne les laisse totalement libres, mais contrôle nos productions et nos revenus par ses contingents, ses subsides, par la fixation des prix aux producteurs. Pour arriver à ses objectifs de rentabilisation et de restructuration agricole l'Etat utilise différents moyens.

Les variations du prix de la terre ne sont plus contrôlées par les paysans, les prix sont déterminés par les spéculateurs ( militaires, banquiers, industriels, riches citadins. ) L'Etat favorise et encourage cette politique, il fixe les tracés d'autoroute, les plans de zone, implante les places d'armes sans tenir compte des intérêts de l'agriculture et des paysans. La terre est notre outil de travail et combien d'entre nous s'essouffent à la rentabiliser.

Le développement de la mécanisation, les impératifs de rentabilité et de compétitivité, la rationalisation des exploitations entraînent des besoins importants en capital financier. Ces besoins sont le plus souvent accrus par la nécessité pour beaucoup d'entre nous d'agrandir nos domaines. Tout ceci contraint l'agriculteur à investir un capital de plus en plus élevé pour pouvoir simplement travailler,

capital que nous ne possédons pas et que nous sommes obligés d'emprunter. L'endettement atteint un tel niveau que l'on peut se poser la question: Qui est propriétaire ! Les banques ( Crédit Foncier etc..) ou les paysans . Le paysan qui s'est modernisé n'est propriétaire que de ses dettes. Logiquement, les investissements devraient diminuer notre temps de travail tout en nous assurant un revenu correct, alors que plus on investit plus on travaille. Connait-on exactement la valeur de notre travail ? Nos journées ne sont jamais finies et cela 365 jours par an. Le travail de la femme et de toute la famille est indispensable à la survie de la ferme. Quand l'un d'entre nous manque, on court à la catastrophe. Auparavant, nous n'achetions que peu de choses à l'extérieur, maintenant nous dépendons de plus en plus de l'industrie et avons besoin d'un gros roulement d'argent. Pour obtenir le même revenu, nous devons produire beaucoup plus, ce qui exige davantage d'engrais, de machines, de carburant, etc.. Chaque année, on nous fait miroiter une nouvelle production miracle qui devrait nous faire sortir de nos difficultés, ce qui nous oblige à investir encore plus, ce qui rend les gros plus forts et élimine les plus faibles.

**AUJOURD'HUI, CE N'EST PLUS L'UNE OU L'AUTRE DES MESURES DE L'ETAT QUI ATTEINT NOTRE REVENU, MAIS TOUTE SA POLITIQUE QUI VISE A L'ELIMINATION D'UNE PARTIE D'ENTRE NOUS.**

Souvent, on veut nous faire assumer la responsabilité de la montée des prix, alors que nous savons que les vrais responsables sont les gros intermédiaires. Nous sommes victimes de l'augmentation du coût de la vie, comme les ouvriers qui eux aussi doivent lutter dans les usines pour défendre leurs salaires. Depuis la guerre, nous avons fait plusieurs manifestations massives pour des revendications immédiates. Ces énormes démonstrations sont très importantes, elles permettent de compter nos forces, de sortir de notre isolement et de mettre nos problèmes en commun. Cependant, des manifestations de temps en temps ne suffisent plus. C'est en permanence, que nous devons arriver à poser nos problèmes et à affirmer nos revendications, nous ne pouvons plus nous contenter de quelques manifestations.

## LE PRIX DU LAIT : ESSAYONS D'Y VOIR CLAIR

Le problème du lait n'est pas isolé, c'est la même chose pour les produits maraîchers et d'autres encore. L'Etat, dans son attaque au revenu des paysans, mène à peu près dans tous les secteurs la même politique : il augmente le prix payé aux producteurs mais aussi et surtout les retenues.

Le 1er janvier 1973, les autorités fédérales ont décidé d'augmenter de 2cts par kg le prix du lait à la production.

Mais lors de la dépose du bilan de la production laitière pour l'année 72-73, on s'est aperçu que la cote totale de 26 millions de quintaux avait été dépassée.

Le Conseil fédéral prenait alors la décision d'augmenter la retenue sur le lait, qui passait au 1er mai de 2,35 à 3,85 cts par litre.

Une nouvelle réglementation: le paiement individuel selon la qualité du lait mis en vente.

Ce n'est que le 1er novembre 1973 que cette nouvelle réglementation entrera en vigueur. Mais, pour ne pas choquer les paysans et provoquer des mouvements de révolte qu'elles ne pourraient plus contrôler, les organisations laitières du lait ont décidé que cette réglementation serait mise à l'essai dans le pays pendant le printemps, l'été et l'automne jusqu'en novembre.

Sous prétexte de contrôler la qualité du lait, cette nouvelle réglementation n'est en fait qu'une attaque de plus à notre revenu de paysan.

Les auteurs de ce tract ont voulu en savoir plus long sur cette campagne " d'amélioration de la qualité du lait."

Nous avons consulté des biologistes sur cette question. Voici les résultats de notre enquête:

Le lait est extrêmement riche en matières nutritives. Il s'y développe en permanence et rapidement des milliards de germes et de bactéries. Grâce aux progrès de l'hygiène et des soins vétérinaires les germes dangereux pour l'être humain ont presque entièrement disparu du lait vendu au consommateur. Pour éviter et contrôler tout développement de ces bactéries dangereuses, il existait jusqu'à maintenant le test de la réductase.

La nouvelle réglementation prévoit de contrôler le nombre de germes sans différencier le caractère plus ou moins nuisible des différentes espèces.

Ce que nous savons tous, c'est que le lait sort stérile du pis de la vache et sans aucune impureté. Mais, mis en contact avec l'air de l'écurie et la boille il s'y développe immédiatement des milliers de germes dits banaux et sans aucun danger pour l'organisme humain. C'est le nombre de ces germes là qui va être contrôlé. Le dépassement du nombre fixé permettra à l'Etat de nous prendre jusqu'à 3 cts par kg.

Voici les retenues qu'entraînera ce contrôle:

- de 0 à 80.000 germes /ml pas de retenue.
- de 80.000 à 200.000 germes/ml 0,5cts de retenue.
- de 200.000 à plus 3cts de retenue par kg.

Ces germes ont pour particularité de se développer rapidement: à température ambiante un germe en produit un autre en 18 minutes.



Un exemple: Un lait qui contient 70.000 germes /ml ( pas de retenue ) en contiendra 140.000 (0,5 cts de retenue ) 18 minutes plus tard. 18 nouvelles minutes plus tard il y en aura 240.000 ( 3cts de retenue.)

La propreté n'intervient dans le développement de ces germes, seuls sont en cause la durée de la traite, le temps de livraison et la température. Ces mesures conduisent à des choses aussi ridicules que des écarts de 3 cts par kg entre la première et la dernière boille remplie lors d'une même traite par le même paysan.

Ces nouvelles techniques de contrôle exigent la mise en place de nouveaux équipements et plus de personnel. Le coût de l'opération est évalué à 10 millions de francs suisses.

Cette " qualité du lait " sert une fois de plus à retenir de l'argent au producteur. Il n'y aura pas de différence pour le consommateur. Il paiera son lait le même prix qu'il contienne 0 ou 200.000 germes.

Ces contrôles ne vont pas améliorer la qualité du lait. Ils vont seulement décourager encore plus certains d'entre nous et les amener à abandonner toute production laitière. Pour nous il est toujours plus clair que c'est le but que cherchent les autorités.

Pour rendre la situation des producteurs de lait encore plus difficile, les tourteaux et farines ne cessent d'augmenter renchérissant encore le prix de revient du lait et de la viande. Cette hausse est due en grande partie à l'arrêt des exportations de fourrage de la part des USA. L'élevage européen dépend en grande partie des USA. Les dirigeants des pays européens ont signé, il y a quelques années, des accords avec les USA s'engageant ainsi à ne pas cultiver de SOJA ( aliment très important dans les farines ) en Europe pour permettre aux USA d'exporter leurs produits. Ce sont des intérêts financiers à court terme qui ont conduit les dirigeants européens à livrer l'agriculture au bon vouloir des USA.

## DECLARATIONS DE PIOT !

Les déclarations de J-C Piot contre nos intérêts de paysans

Au mois de mai, lors de l'annonce de l'augmentation de la retenue, Piot déclara au journaliste de "24 Heures " :  
 " Je ne crois pas que l'on va vers une grève du lait. Les producteurs savaient très bien à quoi s'en tenir, ils connaissaient la limite des 26 Millions de quintaux. "  
 En ce qui concerne les importations de fromage, qui, selon lui, sont la principale cause de notre surabondance de lait, voici la justification donnée par Piot.  
 " Le suisse a pris goût aux spécialités et la qualité du fromage français est excellente de même que la propagande dont il bénéficie. Voyages et vacances ont contribué à modifier les habitudes alimentaires des consommateurs. "

DE QUI SE MOQUE-T-ON!



Nyon 1965. Des paysans barrent la route.



Yverdon, 1er mai 1968. 2000 paysans se rassemblent.



1er mai 1972. Les feux de la colère.

## NOUS DEVONS CONSTITUER UNE FORCE PERMANENTE

Suite aux décisions du Conseil Fédéral, insupportables pour les paysans, les organisations syndicales paysannes se préparent à passer à l'action. Il est important que la majorité des paysans montrent leur colère et participent aux actions annoncées par ces organisations. Seule une forte mobilisation rendra compte de l'insupportable situation dans laquelle nous ont mis la politique de l'Etat et celle des trusts de l'alimentation. Nous, paysans devons arriver à constituer une force permanente avec une conscience claire et glo-

bale de notre situation et être capables de répondre massivement et à tout moment aux attaques qui nous sont faites. Pour cela, il est tout aussi important que la combativité des actions qui auront lieu dès cet été ne retombent pas dans le vide. Il faut que, parallèlement au travail que certains d'entre nous mènent dans les organisations paysannes traditionnelles, nous élargissions le débat et nous regroupions le plus nombreux possible pour discuter de notre situation.

Ce tract n'apporte pas de solutions à court terme. Ce n'est qu'en posant et en débattant de nos problèmes et de nos mécontentements collectivement que nous arriverons à dégager des perspectives immédiates. Ce tract n'est que le début d'une réflexion à laquelle le plus de paysans possible devront collaborer. Parce que nous sommes tous très occupés, nous proposons pour cet été et cet automne de prendre contact et d'échanger nos points de vue par écrit, c'est pourquoi nous avons pris une case postale.

POUR PARLER DE NOTRE SITUATION

POUR ETRE PLUS FORTS

ET POUVOIR COMBATTRE  
 LES PROJETS DE L'ETAT CONTRE NOUS

# ROMPONS NOTRE ISOLEMENT

DES GROUPES DE PAYSANS

ed. red. resp. Guy Pasquier  
 Imprimerie Nouvelle Le Mont

CASE POSTALE 26 1711 CORMINBOEUF